

*sur l'international – Criei  
Programme de recherche sur les  
« Conditional Cash Transfers »*

## **Politiques sociales et contreparties : un nouveau schème des politiques sociales à l'échelon global ?**

2 et 3 octobre 2012, Université de Lausanne, Suisse

Sur une toile de fond de crises (économique, financière, sociale) et de mutations politiques (incluant une crise politique, ou à tout le moins une crise de la gouvernance européenne), la problématique des politiques sociales a connu un grand renouvellement.

Jouissant, au tournant du siècle, d'une certaine audience dans la recherche sur la protection sociale, le thème de la contrepartie a par la suite été supplanté par d'autres, et en premier lieu par celui d'« activation » dont le sens précis et la liaison étroite avec le combat politique restent discutables. Le développement des politiques sociales au niveau international invite à remobiliser le concept pour analyser leur évolution au prisme de la conditionnalité. Ce retour à la notion de contreparties se justifie par plusieurs motifs :

En tout premier lieu, la notion de contreparties est un élément essentiel de la discussion autour de la réalité et de la portée du « tournant néo-libéral » des politiques sociales. Pour beaucoup, les dernières décennies sont celles d'une rupture plus ou moins rapide avec les « États-providence de service public » qui s'étaient construits, à des degrés divers, dans tous les pays développés depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Tout semble se passer comme si, à quelques exceptions près, dont celle, massive des assurances sociales qui constituent toujours des piliers essentiels de protection sociale dans de nombreux pays développés, les gouvernements de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, quelle que soit leur couleur politique, avaient abandonné totalement leur croyance dans les vertus du modèle antérieur "keynésien de welfare" pour se diriger vers des variations sur un modèle qu'on a qualifié de "libéral-schumpétérien". Un des principes clés de ces nouveaux régimes tiendrait dans le fait que la protection sociale, au-delà des systèmes d'assurance sociale là où ils existent, tout en se référant à la citoyenneté, se réaliserait selon des modalités et droits conditionnels. Le point commun à des réformes aussi différentes que TANF aux États-Unis, le RSA-activité en France, la réforme Hartz IV en Allemagne, Progresa au Mexique, Dibao en Chine (à titre d'exemples) est d'imposer des contreparties au bénéficiaires en échange des prestations sociales.

En second lieu, on peut toutefois s'interroger sur la pertinence de la thèse de la convergence internationale. Comme cela a été montré, le « workfare américain » n'est pas l'équivalent du « welfare-to-work à l'anglaise », de l'« activation » à la danoise ou à la française et encore moins de Progresa au Mexique, de la Bolsa familia au Brésil, de Dibao en Chine, ou des programmes indiens de revenu minimum conditionnel. Les logiques des réformes sont différentes. Elles touchent parfois la totalité des éléments du système de protection sociale et parfois seulement le secteur de l'assistance et celui de l'emploi. Au niveau des discours, la logique est parfois purement « punitive », parfois elle est plutôt « incitative » et parfois elle s'inscrit dans une logique de l'investissement social. Elles « ciblent » des populations particulières, et se distinguent par leur insertion dans des systèmes plus vastes de protection sociale dont les architectures sont d'une extrême variété dans le monde.

En troisième lieu, la diffusion de modèles de politiques incluant des contreparties fait apparaître le rôle des organisations internationales (Banque Mondiale, BIT, OCDE, PNUD, UNICEF, PAM...) des communautés épistémiques et des réseaux d'experts dans la diffusion d'idées, de modèles et de programmes à l'échelle nationale et internationale (le ciblage des prestations sociales, le micro-crédit, les programmes « food for work » ou « food for school », les « Conditional Cash Transfers » etc.). Ainsi, depuis deux décennies, les programmes de « Conditional Cash Transfers » (CCT) articulant une aide financière et un changement de comportement de la part de ses bénéficiaires dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la nutrition ont été diffusés comme un modèle particulièrement pertinent de lutte contre la pauvreté et la « dépendance » de l'aide sociale. Avec l'appui technique et/ou financier des grandes organisations internationales, les expériences prennent naissance en Amérique latine, en Asie, en Afrique, sur le pourtour européen, aussi bien qu'à New-York.

La réflexion sur le lien entre **allocations/prestations sociales** et **contreparties** permet donc d'ouvrir un regard neuf sur les évolutions de la protection sociale et des régimes de welfare sur le plan international et sur les articulations entre le processus de trans-nationalisation des idées et des réseaux de politiques publiques et les processus qui se déroulent sur les scènes locales qui peuvent prendre des formes diverses : importation pure et simple de la philosophie voire de la technologie d'un « modèle », traduction-réinvention, usage purement métaphorique d'une idée. En outre, à une échelle micro-sociologique, on peut viser les relations entre agents prestataires et bénéficiaires, les négociations, transactions, compromis ou rapports de pouvoir qui se construisent par et dans ces relations, et finalement les usages qui peuvent être faits tant des prestations que des contreparties envisagées (comme nouvelle norme d'action publique entre prestataires et usagers-citoyens-consommateurs.)

## **PROGRAMME**

**Conférence internationale**

**Mardi 2 octobre 2012**

9:45 – 10:00

### **Ouverture**

Doyen (sous réserve)  
Conseiller d'Etat Vaud (sous réserve)

**10:00 – 12:00**

### **Plénière 1, Président F. Colomb (U. d'Evry)**

Merrien François-Xavier (U. Lausanne)  
Fortune et infortunes des programmes de « Conditional Cash Transfers ». Les cas des Philippines et du Mozambique  
Chelle Elisa (Science Po Grenoble)  
La conditionnalité comportementale en France et aux Etats-Unis  
Barbier Jean-Claude, CNRS, (Paris 1 Sorbonne, émérite)  
Où en sommes-nous pour le bilan du workfare ? Quelles idées, quelles réalisations en Europe et aux États-Unis depuis 25 ans ?

### **Atelier 1 « Contreparties »**

Président. B. Lautier (IEDES-Paris)  
Discutant : J.-P. Tabin (U. Lausanne)

13:30 – 15:30

Frotiee Brigitte (ISP Cachan) & Kerschen Nicole (ISP Cachan)  
La contrepartie, comme levier du changement du système social  
Meda Dominique (U. Paris-Dauphine)  
RMI / RSA et insuffisance de contreparties  
Tsanga Tabi Marie (GESTE, ENGEES Strasbourg)  
L'accès aux droits fondamentaux st-il compatible avec le principe de contreparties? Quelques enseignements tirés de l'analyse empirique de dispositifs urbains de mise en oeuvre du droit à l'eau en France  
Destremau Blandine (CNRS/ LISE)  
Les réformes des statuts d'emploi et des modes d'accès à la protection sociale à Cuba : les principes de contrepartie et de droits sociaux sont-ils investis de nouvelles significations?

### **Atelier 2 « Effets »**

Président. JC Barbier, CNRS, (Paris 1 Sorbonne, émérite)  
Discutant : C. Suter (U. Neuchâtel)

15:45 – 17:45

Goulu Gérard (CIAPHS Rennes 2)  
Usages multiples et inattendus de la « contrepartie » d'un dispositif d'action sociale : une approche par observation  
Gardella Edouard (ISP Cachan)  
Les contreparties informelles dans l'urgence sociale en action. Entrer dans les normes de professionnalité d'une aide inconditionnelle  
Lendaro Annalisa (ENAP Montréal)  
Dispositifs d'insertion des jeunes en France et au Québec: comparer les logiques de ciblage et les contreparties au prisme de l'origine et de la nationalité.  
Okbani Nadia (Centre Emile Durkheim, Bordeaux/Science Po)  
Les évaluations du RSA : entre légitimation de l'efficacité, analyse des effets et usages politiques

18:00-19:30

Verrée

**Atelier 3 « Genre »**

Président. D. Meda (U. Paris-Dauphine)

Discutant : N. Le Feuvre (U. Lausanne)

9:00 – 10:45

Pothet Jessica (U. Pierre Mendès France)

La mère, une catégorie d'action de la politique nationale de soutien à la parentalité. Suivi du processus de réorientation d'une politique publique poursuivant une logique d'investissement social

Gani Sabina (U. Lausanne)

Quelle place pour la « responsabilité individuelle » dans le référentiel de l' « investissement social » ?

Bey Marguerite (U. Paris 1, IRD)

De l'Etat social aux politiques sociales conditionnelles : le cas du Mexique

Mendy Angèle &amp; Lopes Daniele (U. Lausanne)

La mise en œuvre du gender mainstreaming au Cap Vert et au Mozambique

**Atelier 4 « Activation et politiques d'âge »**

Président. P. Diaz (U. Lausanne)

Discutant : Y. Boget (EHESS)

11:00 – 12:30

Steiner Béatrice (U. Lausanne)

Activation et politiques de retraite : considérations au regard de la catégorie « travailleurs âgés »

Kaeser Laure (U. Genève, HEO-SO) &amp; Roch Pierre-Alain (U. Lausanne)

Interroger le concept d'*Active ageing*: émergence, diffusion et applications d'une politique du vieillissement aux contreparties induites

Repetti Marion (U. Lausanne)

Quand l' « ethos de l'activation » gagne les retraités

**Atelier 5 « Diffusion »**

Président. B. Destremeau (CNRS/ LISE)

Discutant : E. Chelle (Science Po Grenoble)

14:00 – 15:45

Lavigne Milena (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales)

La standardisation et la diffusion des programmes de *conditional cash transfer* CCT comme instruments d'action publique pour la réduction de la pauvreté

Indarramendi Cintia &amp; Rochex Jean-Yves (U. Paris 8 CIRCEFT/ESCOL)

L'évolution des politiques d'éducation prioritaire. Approche comparative entre l'Argentine et la France

Gaillard Richard (U. d'Angers)

Nouveaux modèles et nouvelles pratiques d'accompagnement social : approche critique des méthodes participatives

Bould Sally (U. of Delaware USA)

Models of Conditional Cash Transfers for Mothers and Childre in the United States 1968-2011

16:00 – 17:30

**Plénière 2, Président F.-X. Merrien (U. Lausanne)**

Spieser Catherine (Centre d'études de l'emploi, Noisy le Grand)

L'État social postcommuniste entre diffusion des politiques et quête s'une nouvelle légitimité. Les logiques d'indemnisation, d'activation et de contrôle dans les politiques de soutien aux chômeurs en Pologne.

Lautier Bruno (IEDES-Paris) &amp; Marco Ceballos (UAHC-Santiago Chili, IEDES-Paris)

Les CCTP en Amérique latine: entre modélisation internationale et conjonctures politiques nationales

17:30 – 17:50

**Clôture**

**Bulletin d'Inscription**

**Politiques sociale et contreparties : un nouveau schème des politiques sociales à l'échelon global ?**

2 et 3 octobre 2012, Université de Lausanne, Site Dorigny, Suisse

**Inscription obligatoire : nombre de places limité**

**A NOUS RETOURNER AVANT LE : 20 septembre 2012**

**Par courrier :** Daniele Lopes Wohnlich, Institut des sciences sociales, Quartier UNIL-Dorigny, Bâtiment Anthropole, Bureau 3071 CH-1015 Lausanne

**Par courrier :** daniele.lopeswohlich@unil.ch

**Informations supplémentaires tél :** +41216923234

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Organisme : \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_ Portable : \_\_\_\_\_

**Mardi 2 octobre 2012**

9 :45 – 19 :30

- Plénière
- Atelier 1 « Contreparties »
- Atelier 2 « Effets »
- Verrée

**Mercredi 3 octobre 2012**

9 :00 – 17 :50

- Atelier 3 « Genre »
- Atelier 4 « Activation et politiques d'âge »
- Atelier 5 « Diffusion »
- Plénière

## **Informations pratiques**



### **ACCES A L'UNIVERSITE DE LAUSANNE, QUARTIER DORIGNY**

#### **En transport public**

##### **Depuis la gare de Lausanne**

Méto M2, direction "Croisettes", transbordement à l'arrêt "Lausanne-Flon"  
Ensuite méto M1 (TSOL), direction "Renens CFF"  
Arrêts "UNIL-Dorigny"

Taxi

##### **Depuis la gare de Renens**

Méto M1 (TSOL), direction "Lausanne Flon"  
Arrêts "UNIL-Sorge" ou "UNIL-Dorigny"

##### **Consulter les horaires**

[Métros M1 \(TSOL\) et M2](#)

[Transports publics la région lausannoise \(TL\)](#)

[Chemins de fer fédéraux \(CFF\)](#)

#### **En voiture**

##### **Depuis l'autoroute**

Direction "Lausanne-Sud"  
Sortie "UNIL-EPFL"  
Suivre "UNIL"  
UNIL- Dorigny  
Parking-Dorigny